

Zeitschrift: Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte =
Annuaire Suisse d'histoire économique et sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 27 (2012)

Artikel: Histoire des crises : une introduction

Autor: David, Thomas / Mathieu, Jon / Schaufelbuehl, Janick Marina

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-632406>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Thomas David, Jon Mathieu, Janick Marina Schaufelbuehl,
Tobias Straumann

Histoire des crises: une introduction

Le colloque de la Société suisse d'histoire économique et sociale intitulé «Crises – Causes, interprétations et conséquences» a été planifié et organisé au moment où la première récession globale du XXI^e siècle touchait aussi bien les pays développés que les nations plus pauvres. En 2008-2009, la crise était omniprésente dans les médias: pas un jour ne s'écoulait sans que les journaux, la radio ou la télévision ne consacrent un reportage à cette crise.¹ Même si, deux ans plus tard, les effets de cette récession semblent s'être atténués dans certains pays,² les Etats-Unis, la Grèce ou le Portugal sont toujours confrontés en juillet 2011 – au moment où ces lignes sont écrites – à de graves difficultés économiques.

Cette dégradation soudaine et prolongée de la conjoncture a suscité un intérêt renouvelé pour l'histoire des crises, non seulement dans les médias, mais également parmi la communauté scientifique. La question de savoir si la dépression contemporaine était singulière par rapport à celles qui l'avaient précédée se trouve au centre du débat des historiennes et des historiens. Dans cette perspective, la crise des années 1930 a souvent constitué l'objet de comparaison, comme le soulignaient récemment deux historiens économistes: «In classes on the Great Depression our students frequently ask, as Minsky (1982) did: <Can 'It' Happen Again?> Implicit in that question is whether <we> (*i.e.*, economists, policy makers, market participants, society) have learned anything. It also provokes us to consider what sorts of new risks might set off another Great Depression.»³ D'autres périodes ont également été invoquées

1 Pour ne donner qu'un exemple parmi tant d'autres: voir NZZ Folio, Die Finanzkrise, Zurich 2009.

2 En Suisse, par exemple, à en croire les analyses d'UBS, la conjoncture semblait prometteuse au troisième trimestre de 2010: «Il y a encore un peu plus d'un an, les perspectives concernant l'économie suisse étaient extrêmement sombres. La situation s'est depuis éclaircie. [...] En comparaison avec de nombreux autres pays industrialisés occidentaux, la Suisse devrait donc globalement sortir renforcée de la crise.» UBS Outlook, Analyses conjoncturelles Suisse, Zurich 3^e trimestre 2010, p. 14-15.

3 Richard S. Grossman, Christopher M. Meissner, International Aspects of the Great Depression and the Crisis of 2007: Similarities, Differences, and Lessons, in: NBER Working Paper Series w16269

pour éclairer la récession contemporaine, comme la crise de la dette de 1980⁴ ou le krach boursier à New York en 1907.⁵ Cet intérêt pour l'histoire des crises ne s'est toutefois pas restreint aux XIX^e et XX^e siècles. Tout récemment, deux prestigieuses revues d'histoire anglo-saxonnes ont consacré un numéro aux débats portant sur la «crise générale du 17^e siècle», débats entamés il y a plus de cinquante ans par Eric Hobsbawm.⁶ Dans l'introduction au numéro spécial de l'*American History Review*, les éditeurs soulignaient que cette controverse historiographique ne concernait de loin pas uniquement le XVII^e siècle, mais était pertinente pour comprendre certains enjeux de la situation contemporaine: «The appeal of this debate was both in the capaciousness of its themes and in the way it managed to touch on so many profound issues, not only in early modern European history but in history *tout court*. The emergence of capitalism, the development of the modern state, the history of revolts and rebellions, population growth, price history, the question of unequal development – these are just some of the subjects that fell within its purview. [...] This AHR Forum takes a look back at the crisis debate and offers several perspectives on its history, its import, and its contemporary relevance.»⁷

Si l'organisation du colloque de la Société suisse d'histoire économique et sociale a répondu à des considérations «politiques» – éclairer le passé pour mieux comprendre l'actualité –, il a également été motivé par les lacunes du champ historiographique. Il existe certes un certain nombre d'ouvrages relatifs aux crises – politiques ou économiques – en Suisse,⁸ mais aucune recherche n'avait, jusqu'à présent, tenté de réfléchir aux transformations des crises sur le long terme dans ce pays. Ce livre espère ainsi combler une lacune et ouvrir de nouveaux champs de recherche.

(2010), p. 32. Voir également Miguel Almunia *et al.*, From Great Depression to Great Credit Crisis: Similarities, Differences, and Lessons, in: *Economic Policy* 62 (2010), p. 219-265; Peter Temin, The Great Recession and the Great Depression, in: NBER Working Paper Series w15645 (2010); Barry Eichengreen, The Great Recession and the Great Depression: Reflections and Lessons, in: Working Papers Central Bank of Chile 593 (2010); Christopher Kobrak, Mira Wilkins, The «2008 Crisis» in an Economic History Perspective: Looking at the Twentieth Century, in: *Business History* 53/2 (2011), p. 175-192; et le numéro spécial de l'*Oxford Review of Economic Policy* 26/3 (2010), intitulé *Lessons from the 1930s*.

4 Voir Carmen M. Reinhart, Kenneth S. Rogoff, Is the 2007 US Sub-Prime Financial Crisis So Different? An International Historical Comparison, in: *American Economic Review* 98/2 (2008), p. 339-344.

5 Voir Tobias Straumann, Die grosse Panik von 1907: Mehr Unterschiede als Parallelen zur gegenwärtigen Krise des Finanzsystems, in: *Neue Zürcher Zeitung* 249, 24 octobre 2008, p. 27.

6 Voir *American Historical Review* 113/4 (2008) et *Journal of Interdisciplinary History* XL/2 (2009).

7 The General Crisis of the Seventeenth Century Revisited. Introduction, in: *American Historical Review* 113/4 (2008), p. 1029.

8 Pour ne citer que deux exemples portant sur des périodes différentes: Andreas Suter, Der schweizerische Bauernkrieg von 1653. Politische Sozialgeschichte – Sozialgeschichte eines politischen Ereignisses, Tübingen 1997; Philipp Müller, La Suisse en crise (1929-1936). Les politiques monétaire, financière, économique et sociale de la Confédération helvétique, Lausanne 2010.

Les causes des crises

Il est intéressant de relever que la grande majorité des contributions réunies dans cet ouvrage ne définissent pas précisément le concept de crise et abordent de ce fait des thématiques assez différentes. CertainEs auteurEs étudient les récessions économiques ou les krachs financiers (Philipp Müller; Pierre-Yves Donzé; Monika Gisler; Sébastien Guex; Drew Keeling; Céline Schoeni), d'autres mettent l'accent sur les crises alimentaires (Chantal Camenisch; Luca Mocarelli; Daniel Krämer; Juri Auderset et Peter Moser), énergétiques (Gérard Duc et Olivier Perroux; Daniele Ganser) ou climatiques (Oliver Wetter). Sandro Guzzi-Heeb, pour sa part, s'intéresse aux bouleversements politiques. SeulEs deux auteurEs ont problématisé les enjeux liés à la définition des crises. Dans son article consacré à la première bulle financière – la «crise» de la tulipe aux Pays-Bas (1636-1637) –, Monika Gisler montre que les historiens qui se sont penchés sur cet épisode n'ont pas proposé de définition univoque de cette «bulle financière». Pour les uns, la «tulipomanie» résulta de la volatilité des prix. Dans cette interprétation, qui insiste sur l'efficience des marchés, l'envolée des prix des bulbes des tulipes fut engendrée par des facteurs liés à l'offre et à la demande. Pour d'autres, cette explication, qui se fonde sur la rationalité des acteurs, est erronée. Ce fut l'enthousiasme des marchands pour les tulipes, considérées comme un produit de luxe, qui conduisit ces derniers à minimiser les risques et à anticiper des rendements élevés. Ils investirent ainsi massivement dans les bulbes de tulipes, provoquant une bulle financière. Dans sa contribution, Hansjörg Siegenthaler adopte une définition plus générale des crises, qui ne se limite pas aux seuls aspects économiques. Il souligne qu'il convient de parler de crise lorsque des interrogations, des doutes concernant les règles de sélection et d'interprétation des informations commencent à surgir et que de nouveaux modèles doivent être pensés afin de restaurer la confiance en ces règles («Regelvertrauen»). La crise décrit ainsi la perte de confiance en des certitudes structurelles et peut s'appliquer à des événements économiques, politiques, environnementaux, etc.

Hansjörg Siegenthaler souligne également la nécessité de faire la distinction entre les causes des crises d'une part et les attributions des causes d'autre part: ce qui, dans la perspective d'un contemporain, peut être considéré comme un (ou des) facteur(s) à l'origine de la crise constituera, pour l'historien, un élément de la construction de la crise. Les articles de Daniele Ganser et de Pierre-Yves Donzé sont, à cet égard, révélateurs. Le premier nommé montre en effet que le choc pétrolier de 1973-1974 ne fut pas occasionné par des problèmes d'approvisionnement, mais par une forte hausse des prix. Pourtant, en Suisse comme dans d'autres pays européens, les mesures prises pour combattre cette crise – par exemple les fameux dimanches sans voiture – furent déterminées par la peur, partagée par les autorités et les médias, que l'essence ne vienne à manquer, alors même que l'or noir se trouvait en abondance

dans les dépôts. Dans sa contribution, Pierre-Yves Donzé s'inscrit en faux contre les explications traditionnelles mises en avant pour analyser la crise horlogère qui vit les exportations de montres helvétiques chuter, en volume, de plus de moitié entre 1975 et 1985. Cette crise aurait résulté de l'incapacité de l'horlogerie suisse à s'adapter au virage des montres à quartz. Cette interprétation, avancée, entre autres, par David Landes, professeur d'histoire à Harvard, reposait essentiellement sur la presse et les témoignages des (entrepreneurs) contemporains. Or, Pierre-Yves Donzé montre que la révolution du quartz ne fut pas tant à l'origine qu'un accélérateur de cette crise. En comparant les industries horlogères helvétique et japonaise durant cette période, il conclut que le manque de rationalisation du système productif et la forte appréciation du franc suisse, par rapport au yen japonais, après la fin du système monétaire de Bretton Woods en 1973, constituèrent les principales faiblesses de l'horlogerie helvétique.

Ces réflexions sur la définition et les causes des crises montrent que ces dernières ne peuvent être occasionnées par un seul facteur, qu'il soit économique, politique ou culturel. Pierre-Cyril Hautcœur soulignait ce point dans un ouvrage récent consacré à la crise des années trente: «Surtout, nous refuserons la foi en l'effet papillon – l'idée qu'un accident mineur, une erreur localisée de politique économique ou monétaire, peut, par des effets d'amplification, avoir des conséquences majeures. Une dépression aussi importante ne peut se comprendre sans un examen des structures économiques, sociales et politiques au sein desquelles elle prend place.»⁹ Ce constat s'applique également à la période prémoderne, ainsi qu'en atteste l'article de Chantal Camenisch consacré aux trois crises qui frappèrent les Pays-Bas bourguignons au XV^e siècle. Des événements politiques – guerres et soulèvements – et des conditions météorologiques extrêmes se conjuguèrent et provoquèrent de très fortes hausses des prix. Ces dernières, qui durèrent plusieurs années, entraînèrent, à leur tour, des épidémies, les habitants ayant de grandes difficultés à subvenir à leurs besoins. L'étude de ces phénomènes soulève le problème des sources propres à l'analyse de crises situées aussi loin dans le passé. Oliver Wetter montre dans sa contribution qu'il est possible, en recourant à des comparaisons méthodiques, de construire une série de données quantitatives de presque 750 ans sur les crues du Rhin à Bâle. Cette série lui permet de distinguer des conjonctures marquantes. D'une part, une altération du comportement d'écoulement de crues extrêmes aux XVIII^e et XIX^e siècles reflète les effets compensateurs de la correction de la Kander et de l'Aare. D'autre part, au XX^e siècle, un véritable «trou dans les catastrophes» se produit. Cette raréfaction frappante d'événements extrêmes a influencé les estimations statistiques des assurances qui paraissent trop optimistes dans une perspective de longue durée.

9 Pierre-Cyrille Hautcœur, *La crise de 1929*, Paris 2009, p. 7.

La gestion des crises

Les autorités jouent souvent un rôle important dans la gestion des récessions. Hansjörg Siegenthaler affirme ainsi, en conclusion de son article, que l'Etat peut fixer, en période de crise, de nouvelles conditions institutionnelles (ou modifier les anciennes) afin de régir les échanges économiques. Lorsqu'il agit, l'Etat privilégie, plus ou moins explicitement, certaines options qui vont déterminer le comportement des acteurs privés.

La crise actuelle a mis en évidence le rôle de l'Etat. L'administration du gouvernement Obama a ainsi injecté des milliards de dollars afin de relancer l'économie américaine. La Suisse n'a pas échappé à cette tendance puisque les autorités sont massivement intervenues afin de soutenir UBS, engagements qui ont représenté près de 10% du PIB.¹⁰ Cette intervention ne constitue toutefois pas une nouveauté. Philipp Müller qualifie ainsi d'«interventionnisme sélectif renforcé» le rôle de la Confédération durant la crise des années trente, expression que l'on pourrait appliquer à la période contemporaine. Il montre en effet que cet interventionnisme se limita à certains secteurs: dispositif de défense du commerce extérieur suisse et de certaines industries domestiques autour du contingentement douanier; intervention dans les branches d'exportation les plus exposées à la crise (broderie, tourisme et surtout horlogerie); forte intervention – déjà – pour sauver le secteur bancaire. Ces mesures sélectives ne remirent toutefois pas en cause l'hostilité de la majorité des élites économiques et politiques à l'égard de toute intervention de l'Etat.

Dans son article, Sébastien Guex rappelle la permanence de cette méfiance: au cours du XX^e siècle, les cercles dirigeants restèrent, dans leurs pratiques, «presque complètement imperméables au keynésianisme». Il avance plusieurs facteurs explicatifs. Premièrement, les rapports de force sociaux ont constitué un frein dans la mesure où les syndicats et la social-démocratie – qui joua un rôle important dans la mise en place du keynésianisme dans d'autres pays – n'ont eu qu'une influence politique limitée. Philipp Müller souligne également ce facteur en montrant l'influence du «bloc bourgeois» sur la politique économique et financière de la Confédération et de la Banque nationale suisse durant les années trente. Deuxièmement, la Suisse a été relativement épargnée par les deux guerres mondiales. Or, les efforts de guerre, en particulier entre 1939 et 1945, et les besoins de reconstruction impulsèrent souvent à l'étranger la mise en place de politiques keynésiennes. Cela ne signifie toutefois pas que ces deux conflits n'infléchirent pas les politiques économiques en Suisse. Juri Auderset et Peter Moser montrent que la crise alimentaire de 1917-1918 favorisa de nouvelles réflexions concernant la politique agricole. Les autorités, les milieux paysans,

10 Cédric Tille, Charles Wyplosz, *La Suisse face à la crise: une comparaison internationale*, Genève 2010, p. 19-21.

mais également les organisations de consommateurs ne pensèrent désormais plus la question alimentaire sous le seul angle de la répartition, mais cherchèrent à améliorer les conditions de production. Ce changement de stratégie ne permit pas à court terme de mettre fin aux tensions sociales – qui, rappelons-le, débouchèrent sur la Grève générale de 1918 – mais influença les politiques agricoles mises en place par la suite. Troisièmement, la structure fédéraliste de l'Etat a également constitué un frein à l'instauration de politiques keynésiennes en Suisse. Au niveau fédéral tout du moins. Gérard Duc et Olivier Perroux montrent en effet qu'au niveau cantonal la situation fut parfois différente. S'intéressant aux interdépendances entre crise et énergie à Genève, ils soulignent que la politique d'investissements de la ville dans les énergies prit, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le «caractère d'une politique anti-cyclique digne d'un manuel d'économie d'inspiration keynésienne». Cette politique marqua le début de la construction de grandes centrales de production et perdura pendant la majeure partie du XX^e siècle. Elle eut pour objectifs de pallier les difficultés d'approvisionnement – on retrouve ici l'importance des guerres – et, parfois également, de relancer l'économie par le biais d'investissements massifs, même si cette dimension ne fut pas toujours thématifiée dans les programmes des partis.

Quatrièmement, Sébastien Guex souligne que le keynésianisme ne s'est que peu implanté dans les milieux intellectuels et académiques en Suisse. Ce point est intéressant, car il montre l'importance des idées dans l'adoption de nouvelles politiques: l'idéologie économique – les perceptions, les modèles et les valeurs – détermine en effet la compréhension de l'environnement politique et économique qui influence à son tour les préférences et les comportements des acteurs.¹¹ Cette dimension est également prise en considération par Philipp Müller qui souligne que la défense du franc-or s'inscrit dans un large consensus politique et idéologique autour de la politique monétaire helvétique jusqu'au milieu de l'année 1935.

Les répercussions des crises

Les crises peuvent avoir des conséquences très inégales en fonction des classes sociales, du genre, des zones géographiques ou encore des secteurs économiques. Différentes contributions abordent cette thématique des répercussions inégales des

11 Peter Hall a parfaitement mis en évidence le rôle des idées dans l'adoption du keynésianisme en Europe durant la crise des années trente et la période post-1945. Peter A. Hall (éd.), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism Across Nations*, Princeton 1989. Il convient de relever que l'apparition de nouvelles idéologies s'inscrit souvent dans le cadre de luttes politiques: «[...] dominant cultural norms emerge out of concrete political conflicts, in which different groups fight over which norms will prevail [...]» Kathrin Thelen, *Historical Institutionalism in Comparative Politics*, in: *Annual Review of Political Science* 2 (1999), p.387.

récessions. Sandro Guzzi-Heeb s'intéresse ainsi aux naissances illégitimes à Bagnes dans le canton du Valais au XIX^e siècle. De manière générale, la sexualité illégitime est analysée par les historiens comme la conséquence d'une crise économique. Elle est en effet souvent perçue comme un symptôme de la dégradation des conditions de vie, comme le produit de la paupérisation des couches inférieures. Sandro Guzzi-Heeb s'inscrit en faux contre cette interprétation en soulignant que la sexualité illicite ne fut pas une conséquence (négative) de la crise politique, mais en constitua au contraire un élément important. S'appuyant sur une vaste base de données portant sur la population de Bagnes, il montre en effet que les groupes au sein desquels les naissances illégitimes étaient nombreuses étaient souvent affiliés à la mouvance politique radicale qui, depuis le début des années 1840 – période marquant l'une des principales crises politiques du canton – était exclue du système parlementaire. Les groupes conservateurs au pouvoir avaient, au contraire, une discipline sexuelle plus stricte. L'auteur en conclut que les crises politiques qui secouèrent la société valaisanne à plusieurs reprises au XIX^e siècle ne résultèrent pas uniquement d'idées politiques différentes ou d'opposition de classes, mais furent également liées à des attitudes divergentes concernant la famille, la religion et la sexualité. Dans cette perspective, Sandro Guzzi-Heeb considère «les femmes comme des agents sociaux actifs, qui influencent le choix et les options sexuelles des couples».

L'analyse de genre est au centre de la contribution de Céline Schoeni portant sur les politiques discriminatoires menées par les Etats industrialisés – dont la Suisse – à l'encontre des femmes fonctionnaires au cours de la crise des années trente. Cette «offensive internationale», pour reprendre l'expression de l'auteur^E, prit différentes formes: adoption de lois stipulant que le mariage était un motif de licenciement des femmes dans la fonction publique; le contingentement du travail féminin dans certains secteurs de l'administration; ou encore la fermeture de certains postes au personnel féminin. Pour Céline Schoeni, ces mesures s'inscrivaient dans le contexte de la féminisation croissante du secteur tertiaire depuis la fin du XIX^e siècle. Ce phénomène ainsi que sa visibilisation engendrèrent une nouvelle concurrence entre les sexes qui bouleversa la répartition sexuée du travail. Cette offensive contre les femmes fonctionnaires qui visait à contrecarrer cette évolution fut légitimée par la dépression.

Drew Keeling s'intéresse également aux répercussions des crises sur le marché du travail. Dans son article, il montre, en s'appuyant sur de nouvelles séries statistiques, que la «panique financière» de 1907 aux Etats-Unis provoqua le retour en Europe d'environ un quart des immigrants ayant perdu leur emploi sur le sol américain. Cette contribution confirme les recherches les plus récentes: les migrations atlantiques n'étaient pas à sens unique. Le soutien des réseaux familiaux et la forte baisse des prix des transports durant la seconde moitié du XIX^e siècle permirent aux migrants de retourner sur le Vieux Continent et de s'adapter ainsi aux risques de chômage aux Etats-Unis.

En Suisse aussi, l'émigration constitua au XIX^e siècle une solution pour les couches les plus défavorisées en période de disette, comme lors de la crise alimentaire de 1816-1817 marquée par une forte hausse des prix.¹² Dans sa contribution, Daniel Krämer propose une nouvelle interprétation de cette crise, en s'appuyant, entre autres, sur les statistiques du recensement fédéral de 1860, qui permettent de cartographier les répercussions de cette pénurie sur les cohortes nées en 1817 et en 1818. Il souligne que les régions les plus vulnérables furent les territoires qui étaient dépendants de l'économie de marché. En particulier, les classes les plus défavorisées des grandes villes – Genève, Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich et Winterthour dépendaient de leur arrière-pays pour leur approvisionnement – et les régions agricoles productrices de vin et de céréales furent durement touchées. Cet article offre également une image dynamique de cette crise qui se déplaça d'ouest en est, des régions viticoles du lac Léman vers les régions densément peuplées et proto-industrielles de la Suisse orientale. Cette cartographie est intéressante à double titre: d'une part, elle montre que cette pénurie alimentaire eut des répercussions très différentes selon les régions; d'autre part, elle souligne que cette disette s'apparenta à une crise d'Ancien Régime: les variations climatiques et les mauvaises récoltes engendrèrent de gros problèmes d'approvisionnement, voire même des famines. Toutefois, cette crise présentait également des caractéristiques d'un nouveau type. Au début de la Restauration, certaines régions ne s'apparentaient plus aux sociétés agricoles traditionnelles. L'importance de la proto-industrie en Suisse orientale fut ainsi à l'origine des graves difficultés que connut cette région durant ces deux années.

Des variations régionales existaient déjà durant les périodes précédentes. Luca Mocarelli constate dans sa contribution que, du milieu du XVIII^e siècle jusqu'à la Restauration (donc durant la période de domination de l'Autriche habsbourgeoise), la Lombardie fut relativement épargnée par les crises. Grâce à une agriculture intensive, une économie de marché développée et un système des transports efficace, il fut possible de restreindre les risques de crises climatiques et économiques. Cette situation était également valable, dans une certaine mesure, pour les régions montagneuses du territoire milanais, où la production et la livraison de denrées alimentaires étaient plus difficiles que dans de nombreuses zones de la «Pianura». Comparées aux vallées de montagne voisines dans les bailliages tessinois de la Confédération et dans les régions assujetties des Trois Liges, les vallées milanaises semblent ainsi avoir bien réussi. Luca Mocarelli explique ce succès entre autres par leur intégration dans le système marchand de la Lombardie.

Dans un article récent comparant la dépression des années trente avec celle qui sévit de nos jours, Richard S. Grossman et Christopher M. Meissner soulignaient le

12 Voir Heiner Ritzmann-Blickenstorfer, *Alternative Neue Welt. Die Ursachen der schweizerischen Überseeauswanderung im 19. und frühen 20. Jahrhundert*, Zurich 1997.

caractère global de cette dernière: «Certainly, the repercussions of financial crises in the leading nations under globalization have made it clear to most politicians and electorates that nations' economic destinies are closely entwined.»¹³ Ce point nous paraît important, car il indique, en filigrane, l'intérêt de l'étude des crises pour l'historiographie helvétique. L'histoire de la Suisse ne peut en effet être pensée sans l'inscrire dans un contexte plus large, global. Les dépressions que le pays a traversées résultèrent le plus souvent d'événements qui eurent lieu en dehors des frontières nationales. Pour ne donner qu'un exemple, la crise alimentaire de 1816-1817, décrite par Daniel Krämer, eut pour origine l'éruption d'un volcan en Indonésie qui provoqua de graves perturbations climatiques dans différentes régions du monde.

Dans le même temps, les répercussions des crises furent (et le sont toujours) liées aux structures économiques, sociales et politiques nationales, voire régionales. Selon Sébastien Guex, la position spécifique du capitalisme helvétique dans la division internationale du travail constitua le principal facteur explicatif du poids marginal du keynésianisme en Suisse. Du fait de l'importance de l'importation de capitaux étrangers pour la place financière, les milieux d'affaires ont accordé une grande importance à la défense du franc suisse et à l'équilibre budgétaire. Mettre en évidence les interactions de la Suisse avec son environnement international tout en montrant les spécificités helvétiques – ou les similarités avec d'autres pays¹⁴ – constitue à nos yeux un des intérêts de l'histoire des crises et nous appelons de nos vœux la poursuite de ce champ de recherche.

13 Grossman/Meissner (voir note 3), p. 33.

14 Voir à cet égard Tobias Straumann, *Fixed Ideas of Money. Small States and Exchange Rate Regimes in 20th Century Europe*, Cambridge, New York 2010.

